

Journées Annuelles sur la Gouvernance en Afrique
Conférence « L'Afrique réinvente sa Gouvernance »

Discours à la Cérémonie d'ouverture de Monsieur Cheikh Abiboulaye Dièye
Ministre de l'aménagement du territoire et des collectivités locales

Praia, le 9 juillet 2012

Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Président de la Fondation Amilcar Cabral,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les membres des corps diplomatiques,

Mesdames et Messieurs les députés,

Chers participants,

Il y'a deux ans exactement, je recevais dans mon bureau les membres d'une délégation de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance dirigée par Son Excellence Monsieur Henrique Pereira Rosa, ancien Président de la République de Guinée-Bissau. Venus me rendre visite à l'occasion de la réunion annuelle du Conseil de l'Alliance qui se tenait dans la ville de Saint-Louis dont je suis le maire, ils m'informaient déjà de ce projet de conférence. À l'époque, je leur témoignais mon enthousiasme à l'endroit de cette initiative. Je me rappelle leur avoir proposé d'organiser cette conférence à Saint-Louis, ancienne ville coloniale et première capitale du Sénégal.

C'est avec un réel plaisir que je suis parmi vous pour participer à cette cérémonie d'ouverture parce qu'il y a un symbole puissant à parler d'une Afrique qui décide de se prendre en main dans le pays qui a accueilli Amilcar Cabral, grande figure des indépendances dont le nom est associé à l'évocation de tous les combats pour la libération du continent africain.

Ce plaisir est doublé d'une grande fierté lorsque je vois des africains venus de toutes les régions du continent et de la Diaspora décidés à reprendre le flambeau que nous ont légués les Pères des indépendances. Il faut bien le dire, après avoir célébré le cinquantenaire des premières vagues d'indépendance, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la trajectoire de notre continent. Quoiqu'on en dise et par quelque bout que l'on prenne cette trajectoire, l'Afrique continue à lutter, sous des formes différentes, pour compter réellement dans le monde et construire sa propre voie dans le concert des Nations.

Notre fierté est donc grande de voir que des africains, de concert avec des amis de l'Afrique ici présents, ont refusé et continuent de refuser ce qui semble être considéré comme une fatalité

inéluçtable et un horizon indépassable. Ce sont ces africains qui dans les années 90 ont eu la conviction en Afrique de l'ouest que la démocratie n'était pas un luxe et qu'elle valait bien que leur sang fût versé pour le triomphe des idéaux de liberté et de progrès social. Ce sont ces africains qui ont lutté et réussi pour que l'apartheid soit extirpé des entrailles de l'Afrique du sud. Ce sont ces africains qui récemment en Afrique du nord ont eu le courage et la détermination nécessaires pour renverser des régimes oppresseurs et répressifs. Ce sont ces femmes et ces jeunes qui, individuellement ou organisés dans la société civile, se mobilisent pour sortir de la pauvreté et de l'absence de perspectives. Ce sont ces africains ici présents qui se fixent un nouvel horizon avec la conviction que l'Afrique peut décider de son destin en définissant elle-même son rapport à soi et son être au monde. Ce sont ces africains, ici présents, qui ont pris conscience des énormes potentialités naturelles et humaines de ce continent et de la nécessité de faire de ce potentiel l'encre avec laquelle ils écriront eux-mêmes, et avec d'autres, l'avenir du continent et du monde.

Ces atouts ajoutent à ma fierté de l'optimisme, car l'avenir n'est pas aussi incertain que les afropessimistes veulent bien nous le faire croire. À y regarder de très près, c'est bien parce qu'une part importante de l'avenir du monde est en train de se jouer en Afrique que la compétition sur nos ressources se fait de plus en plus forte. Les phénomènes d'accaparement de nos terres, de nos ressources minières, pétrolières, halieutiques reliés aux jeux géopolitiques qui ont cours dans certaines parties du continent montrent bien que le rapport à l'Afrique n'est pas exclusivement fondé sur la philanthropie, mais aussi et surtout sur un jeu d'intérêts que l'on ne peut aborder de façon naïve. Mon optimisme est justifié par le fait que partout en Afrique se lève le vent, comme celui qui souffle dans cette salle, d'une prise de conscience sur les grands enjeux du monde de demain et sur les atouts de l'Afrique dans ce nouveau monde qui se dessine tous les jours.

Je suis d'autant plus optimiste que notre conférence se veut l'occasion d'une réflexion prospective d'envergure sur le destin de l'Afrique. Sa pertinence découle du constat fondamental que la crise de notre temps est d'abord une crise de la pensée à une époque où la construction des idées est la première bataille à laquelle l'Afrique doit se livrer pour sortir de la dépendance et de la marginalisation. Aussi les temps modernes sont un temps de l'urgence et de l'immédiateté. Or, la construction de nos sociétés ne peut être que le fruit du temps long, celui des vrais changements et des transformations profondes. Cette conférence, je le souhaite, doit contribuer à réconcilier les africains avec leur capacité à rêver le futur et à décider de ce qu'il sera.

Je suis optimiste parce que l'initiative de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique est étroitement ordonnée autour de la nécessité de construire un projet pour l'Afrique. Ce projet ne peut être le fruit ni du dogmatisme ni d'un mimétisme anachronique si l'on observe avec attention que toutes les nations du monde sont aujourd'hui dans une phase de transition vers un nouveau monde dont les prémises sont déjà posées à travers les crises financières, économiques et politiques, crises qui reconfigurent les rapports entre les hommes, entre les peuples et entre les États; ces crises nous obligent à repenser nos projets démocratiques, le rôle de l'État, la place des citoyens, les conditions de la libre entreprise, notre rapport avec notre biosphère, nos modes de vie. Les Nations qui maîtriseront leur avenir seront celles qui auront la capacité à anticiper les réalités de demain et à les infléchir dans le sens de leurs intérêts. Pour agir sur le présent, encore faudrait-il que nous soyons en mesure de décider d'un chemin à emprunter, de situer la part de responsabilité de chaque acteur, de définir l'échelle pertinente de chaque action.

En ce sens, notre réflexion prospective a ceci de stimulant qu'elle nous oblige à déterminer une stratégie claire de conduite des changements dont nos sociétés ont besoin. Le mérite de notre initiative commune (commune parce qu'elle n'appartient plus seulement à l'Alliance et à ses partenaires mais à tous les africains soucieux de notre avenir) est de poser déjà les jalons d'un futur possible en déterminant le levier central, la condition primordiale de tous les progrès, qu'ils

soient politiques, économiques, culturels, sociaux ou intellectuels; cette condition première est celle de la gouvernance.

La crise de la gouvernance est au cœur des crises multiformes que nous vivons et de toutes les stratégies qui nous sortiront de ces crises. C'est en agissant sur la gouvernance, c'est-à-dire la manière de gérer nos sociétés, nos relations, nos intérêts et leur évolution rapide au contact des réalités du monde, que nous arriverons à définir de nouvelles régulations aptes à garantir à nos citoyens la paix, la sécurité et la prospérité.

L'ampleur de la tâche nous contraint à bâtir de nouveaux consensus forts sur les valeurs qui nous lient et qui fondent toute vie commune, sur les principes que nous nous imposons dans nos actions, notamment notre responsabilité vis-à-vis de chacun et de tous, et vis-à-vis des générations futures. Dans un monde qui se globalise nos actions locales agissent sur l'ensemble de la planète de la même manière que ce qui se passe au niveau mondial a des répercussions jusque dans nos villages les plus reculés. Mais pour vivre dans ce monde, l'Afrique a besoin de redécouvrir ce qu'elle est aujourd'hui, de s'ancrer dans ses réalités avant de se transformer en recevant le meilleur de la mondialisation.

Discuter des valeurs et principes fondamentaux de gestion de nos sociétés, adapter nos régulations juridiques à notre diversité naturelle, refonder nos États en partant de nos perspectives locales, remettre nos espaces régionaux dans la trajectoire de notre communauté d'intérêts, décider de nouvelles modalités de participation de tous les citoyens à la gestion des affaires publiques et construire les conditions de la paix et de la sécurité, voilà des thèmes qui pour moi, renvoient une seule et même préoccupation : gouverner les hommes, les territoires et leurs relations dans le sens de l'intérêt commun.

Notre génération a la lourde responsabilité, dans un monde qui s'interroge, de léguer à ses enfants des réponses adéquates à cette préoccupation, réponses auxquelles ont déjà rêvé nos illustres prédécesseurs, de Kwamé Nkrumah à Cheikh Anta Diop, de Nelson Mandella à Amilcar Cabral et tant d'autres.

Plaisir, fierté et optimisme, voilà, Monsieur le Président de la République, chers participants, les trois mots que je dois vous laisser, avec le regret de ne pouvoir continuer à les partager avec vous pendant ces quatre jours. Mais je ne doute point que vous me ferez l'honneur de m'associer au partage des fruits de vos réflexions et aux prochaines conférences qui esquisseront au bout de ce parcours de quatre années l'Afrique de 2060.